**COMMUNIQUE DE PRESSE**

**RASSEMBLEMENT LE SAMEDI 17 DECEMBRE 2022 A 10 H**

**7 PLACE PIERRE FABRE (Ancien Pôle Emploi) à CASTRES**

**POUR LA JOURNEE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DES MIGRANT.ES**

**SUIVI D’UNE CONFERENCE AU CAFE JEAN JAURES A 14 H**

**« SITUATION LE LONG DE LA FRONTIERE AVEC L’Italie** »

**Pour affirmer notre solidarité et exiger une loi de régularisation,**

**Pour s’opposer aux projets répressifs du gouvernement et à la future loi Darmanin,**

**Ils et elles travaillent ici, ils et elles étudient ici, ils et elles vivent ici !**

**Régularisez maintenant !**

**Ils et elles, qu’ils soient exilé.es, réfugié.es, sans-papiers, vivent et souvent travaillent ici depuis plusieurs années : il est temps de les régulariser pour faire cesser cette situation indigne où une partie de la population est exploitée, invisibilisée et sans droit !**

Darmanin et le gouvernement préparent la 22e loi sur l’immigration depuis 1990. Elle sera examinée en 2023. Encore une fois, le caractère répressif va prévaloir avec la criminalisation des migrant.es, le durcissement des procédures d’accès à un titre de séjour, la restriction des droits au recours, la détérioration des droits des personnes exilées et la création annoncée d’un titre de séjour précaire pour les emplois dits « en tension ».

**Nous ne pouvons pas accepter une démarche fondée sur la stigmatisation et les raccourcis assimilant immigration et délinquance !**

**En Espagne, au Portugal, en Allemagne,** les gouvernements ont ouvert des procédures de régularisation par le travail. Elles permettront à des milliers de salarié.es de sortir de la surexploitation. C’est aussi possible en France !

**En France**, ils et elles travaillent, souvent depuis plusieurs années, dans le bâtiment, les travaux publics, la restauration, le nettoyage, les hôtels, la logistique, le bucheronnage… Leurs conditions de travail sont dégradées et ils et elles subissent des discriminations multiples de la part des employeurs.

**Ce sont pourtant ces travailleurs et travailleuses de notre pays, qui ont assuré les premières lignes en période de pandémie, au risque de leur santé. Des pans entiers de l’économie ne fonctionneraient pas sans eux et elles.**

**Leurs enfants sont scolarisés dans les écoles,** mais l’incertitude de leur avenir, avec les conditions de vie difficiles de leurs familles dans des hébergements précaires (squat, hôtels, hébergement d’urgence, voir à la rue), il leur est difficile de suivre une scolarité normale. Ils ne peuvent pas faire de stages, ce qui réduit à néant leur accès à une formation professionnelle.

**Les jeunes non accompagné.es**, arrivé.es récemment en France, sont trop souvent rejeté.es des dispositifs de protection de l’enfance. Le soupçon prévaut à leur évaluation. Ils et elles sont considéré.es avant tout comme des migrant.es et non comme des jeunes en danger. Les textes internationaux sont ainsi régulièrement bafoués. Leur avenir professionnel est difficile, malgré leur volonté d’apprendre et de travailler ici. Parfois ce sont des patrons qui les soutiennent dans leur demande de régularisation.

**Aujourd’hui la dématérialisation des procédures** rend très difficile voire impossible pour les personnes étrangères les demandes de titres, de renouvellement et toutes autres démarches. Il faut exiger la réouverture des guichets d’accueil physique !

**Nous ne voulons pas de ce monde !**

Toutes et tous ensemble, mobilisons-nous contre la montée des nationalismes, des racismes et des fascismes qui s’étendent dans certaines régions de l’Europe et du monde.

Mobilisons-nous pour mettre fin aux souffrances et à la mort sur les routes de la migration. Le scandale des bateaux renvoyés d’un pays à l’autre doit cesser et le droit maritime doit être appliqué (débarquement dans le port le plus proche).

Exigeons le respect de droit à l’asile. Les refoulements systématiques aux frontières doivent cesser : toute personne doit avoir le droit de circuler et de faire valoir un droit au séjour dans le pays d’accueil !

Des papiers pour toutes et tous ! Pour une régularisation large et durable de tous ceux et toutes celles qui vivent, travaillent et agissent dans nos territoires, ouvrant un accès à l’emploi, aux droits sociaux et à un hébergement digne ! Réouverture des guichets d’accueil physique dans les préfectures.

**Notre pays s’appelle Solidarité !**

Signataires : RESF 81 – CIMADE 81 – MRAP 81 - Solidarité Migrant Graulhet – Sud Solidaire 81 – Alter Egaux – Antre Deux – Pas Sans Toit 81 – CGT 81 – CGT Retraité 81 – Mouvement de la Paix – Confluences 81 – ADECR – la Ligue des Droits de l’Homme – FSU 81…

Avec le soutien : LFI 81 – PCF 81 – Parti de Gauche 81 – PEPS 81 – NPA 81